

**RÈGLEMENT DE CONSULTATION**  
commun à tous les lots

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

Musée national de la Marine  
17, place du Trocadéro  
75116 PARIS

**OBJET**

Travaux d'aménagement de l'exposition temporaire  
**« Le dessous des mers - L'aventure de la cartographie sous-marine »**  
au MnM – Château de Brest et de fabrication de mobiliers scénographiques  
modulables et pérennes pour l'espace d'exposition temporaire

**NUMÉRO DE L'ACCORD-CADRE**

26MPROG03

**CODE CPV**

45212310- Travaux de construction de bâtiments destinés aux expositions.

**PROCÉDURE**

Procédure adaptée « ouverte » en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1  
du code de la commande publique

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

**Le 17 février 2026 à 16h00**



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 : DUREE DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 : NEGOCIATION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 : PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10 : VISITE DU SITE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>7</b>
Article 13.1 : Date et heure limites de remise des plis .....	7
Article 13.2 : Présentation des plis .....	7
13.2.1 : Eléments relatifs à la candidature .....	7
13.2.1 : Eléments relatifs à l'offre .....	9
Article 13.3 : Modalités de remise des plis dématérialisés .....	9
<b>ARTICLE 14 : CRITERES DE SELECTION .....</b>	<b>10</b>
Article 14.1 : Critères de sélection des candidatures .....	10
Article 14.2 : Critères de jugement des offres .....	10
14.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables.....	10
14.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse .....	11
14.2.3 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.....	11
<b>ARTICLE 15 : ABANDON DE PROCEDURE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 16 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>12</b>
Article 16.1 : Demandes de renseignements.....	12
Article 16.2 : Modifications apportées au dossier de consultation.....	12
<b>ARTICLE 17 : RAPPEL DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC.....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique est :

Le musée national de la Marine, établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles R3413-35 à R3413-61 du code de la Défense – SIREN N° 180 090 029 - APE N° 9103Z –, dont le siège social est au 17 place du Trocadéro, 75116 Paris – France,

Représenté par Monsieur Thierry Gausseron, directeur, nommé par décret du 5 décembre 2023, ci-après désigné « le représentant le pouvoir adjudicateur ».

## ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet l'aménagement général de la scénographie de l'exposition temporaire du musée national de la Marine – site du Château de Brest intitulée « **Le dessous des mers. L'aventure de la cartographie sous-marine** », présentée sur une surface de 220 m2 environ ainsi que la fabrication et mise en place de mobiliers scénographiques modulables et pérennes pour l'espace d'exposition temporaire. Les dates prévisionnelles de l'exposition sont du 26 juin 2026 (date d'ouverture – avec une inauguration prévue le 25 juin 2026) au 7 mars 2027.

**Le présent règlement de consultation est commun aux quatre lots.**

Les prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots (CCTPC) et dans les CCTP spécifiques à chaque lot ainsi que leurs annexes.

## ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION

La procédure de passation de l'accord-cadre est la procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

## ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION

Musée national de la Marine  
Château de Brest  
Bd de la Marine,  
29200 Brest  
France

## ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT

En application de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est décomposé en quatre lots juridiques distincts, à savoir :

Numéro du lot	Intitulé du lot
1	Agencement et peinture

2	Serrurerie
3	Électricité et éclairage
4	Fabrication et pose de la signalétique

**Les candidats ont la possibilité de répondre à un ou plusieurs lots. Chaque lot constitue un marché unique. Les candidats devront présenter une offre de prix distincte pour chaque lot auxquels ils soumissionnent. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d’être obtenus.**

## ARTICLE 6 : DUREE DE L’ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification à chacun des titulaires, pour une durée de treize (13) mois.

## ARTICLE 7 : NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de recourir à une phase de négociation. Les négociations porteront sur tout ou partie des critères.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec tous ou une partie des candidats.

Le pouvoir adjudicateur procédera à une négociation dans le strict respect du principe d’égalité et du principe de confidentialité.

La négociation s’organisera avec éliminations successives si plusieurs tours de négociation sont organisés, en présentiel ou à distance.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de ne pas négocier et d'attribuer l’accord-cadre sur la base des offres initiales.

## ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le présent Règlement de Consultation commun à tous les lots,
- L’acte d’engagement (A.E) pour chaque lot et ses annexes :
  - La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chaque lot,
  - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour chaque lot,
- Le Détail quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun (C.C.T.P. commun) à tous les lots et ses annexes (Annexe 1\_CCTPC\_TRAVAUX\_planning prévisionnel, Annexe 2\_CCTPC\_TRAVAUX\_CDC Exploitation), le C.C.T.P. par lot et leurs annexes :

- Le CCTP du lot n°1 et ses deux annexes : le cahier technique en annexe 1, l'inventaire mobilier MnM Brest en annexe 2 ;
- Le CCTP du lot n°2 et son annexe : le cahier technique ;
- Le CCTP du lot n°3 et ses cinq annexes : le cahier technique (annexe 1), l'inventaire MnM Brest (annexe 2), la fiche technique des projecteur MnM Brest (annexe 3), la fiche technique des projecteurs Beacon muse II (annexe 4) et la fiche technique des rails 3 allumages (annexe 5) ;
- Le CCTP du lot n°4 et son annexe : le cahier graphique.

- le formulaire DC1 ;

- le formulaire DC2.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter des modifications au DCE. Ils doivent cependant compléter certaines pièces.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du dossier qu'ils ont téléchargé. A l'issue de cette vérification, le(s) candidat(s) qui constateraient une erreur ou omission dans les pièces mentionnées, devront prendre contact avec le musée national de la Marine.

Aucune prolongation de délai ne sera admise sur ce motif.

Les échanges avec les soumissionnaires se dérouleront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de lettres recommandées électroniques, pour la communication avec les soumissionnaires. La valeur probante des lettres recommandées électroniques est équivalente à celles des lettres recommandées adressées par voie postale. Le système d'horodatage mis en œuvre par la plateforme permet en effet de garantir la traçabilité des échanges.

Le candidat doit s'assurer qu'il est en mesure de vérifier régulièrement les messages reçus via la plateforme PLACE.

Le musée national de la Marine ne peut être tenu responsable si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas vérifié ses messages en temps et en heure ou s'il n'a pas procédé au retrait d'une lettre recommandée électronique.

## ARTICLE 9 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

### Article 9.1 : Variantes

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas de variante obligatoire pour les lots 1,2,3 et 4.

Le pouvoir adjudicateur autorise des variantes facultatives (toutes variantes permettant des solutions techniques et des économies de prix mais sans modification de l'esthétique du projet).

### Article 9.2 : Prestations supplémentaires éventuelles

Des prestations supplémentaires éventuelles doivent être chiffrées pour le lot 1, le lot 2 et le lot 4. Elles sont précisées dans le CCTP et la DPGF de ces lots.

## ARTICLE 10 : VISITE DU SITE

Compte tenu des interventions sur le site, la visite des lieux est facultative pour les 4 lots. La visite des lieux sera réalisée après la notification de l'accord-cadre à l'occasion de sa réunion de lancement.

## ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché public.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

## ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## ARTICLE 13 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION

### Article 13.1 : Date et heure limites de remise des plis

La date limite de réception des plis est fixée au **17 février 2026 à 16h00**.

### Article 13.2 : Présentation des plis

#### **13.2.1 : Éléments relatifs à la candidature**

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les éléments suivants :

- une lettre de candidature précisant le marché pour lequel le candidat soumissionne, comprenant son identification, ses coordonnées postales et numériques, (modèle DC1 mis à jour du 01/04/2019),
- une déclaration du candidat, permettant de justifier de la capacité du candidat (modèle DC2 dans sa version mise à jour le 01/04/2019),

*En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement.*

Il est précisé que le candidat a la possibilité de remettre à l'appui de sa candidature, à la place des éléments précités, le formulaire DUME (Document Unique de Marché Européen), dûment complété.

Au titre de la capacité économique et financière :

- le montant du chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices disponibles,

- l'assurance contre les risques professionnels.

Au titre de la capacité professionnelle et technique :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- la présentation d'une liste des travaux de même nature que celles du présent accord-cadre par lot exécutés au sein d'institutions culturelles au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- indication s'il est fait appel à des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de qualité ;
- une description de l'équipement technique, des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité .

Les candidatures seront examinées afin de satisfaire à des niveaux de capacité professionnelle correspondant à des marchés similaires, tant par leur nature, leur importance, leur montant, leurs contraintes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-11 et suivants du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, financières et techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, financières et techniques d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas il justifiera des capacités (mêmes justificatifs professionnels, financiers ou techniques à fournir que ceux exigés des candidats) de ce ou ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché, en fournissant un engagement écrit du ou des opérateurs économiques.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre doit produire les documents justifiant qu'il n'est pas exclu de la procédure de passation des marchés publics suivant les dispositions mentionnées à l'article R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

**Les candidatures qui ne comportent pas ces éléments se verront rejetées sous réserve de la mise en œuvre de la faculté de régularisation prévue aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.**

En application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, l'accord-cadre ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit, dans un délai qui lui sera notifié, les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou à l'article D8222-7 du Code du travail nouveau ainsi que les certificats et attestations des administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Il est rappelé aux candidats que toute fausse déclaration dans les documents remis est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende, conformément à l'article 441-1 du Code Pénal.



Outre le rejet de la candidature, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer toute anomalie constatée, ou de se porter partie civile le cas échéant.

### 13.2.1 : Eléments relatifs à l'offre

Le dossier à remettre par les candidats doit comprendre les documents suivants, pour chacun des lots :

- l'acte d'engagement du lot concerné complété et ses annexes pour chaque lot :
  - La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complétée ;
  - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété,
- le détail quantitatif estimatif (DQE) complété pour chaque lot ;
- Un mémoire technique décrivant la méthodologie d'exécution des travaux, les moyens techniques mis en œuvre, les équipes mises à disposition (références professionnelles, effectifs, répartition, expériences et compétences de l'ensemble de l'équipe y compris du chef de chantier), un planning détaillé d'exécution des travaux respectant le planning général mentionné au CCTPC, ainsi que la démarche environnementale et sociétale que l'entreprise se propose de mettre spécifiquement en œuvre dans le cadre du marché (matières premières et produits utilisés, emballages, élimination des déchets et tout type de prestation similaire proposées par le titulaire, modalités de reprise des éléments de l'exposition précédente, etc.) ainsi que la démarche globale de l'entreprise en termes de développement durable.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre (annexe à l'AE complétée ou formulaire DC4) :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

**Les candidats n'ont pas besoin de signer les documents remis. Seul l'attributaire sera sollicité afin de signer les documents.**

### Article 13.3 : Modalités de remise des plis dématérialisés

**La remise électronique des plis via la plateforme PLACE est obligatoire.**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable de manière dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat.

À ce titre, la plateforme des achats de l'État – <https://www.marches-publics.gouv.fr> – mise à disposition par le musée national de la Marine, est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- de retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation,
- d'envoyer son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site. L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01 76 64 74 07 de 9h00 à 19h00.

Par cette procédure, les candidats sont invités à remettre, au plus tard à la date limite fixée sur la première page du présent règlement de consultation, une candidature et une offre selon les modalités précisées à l'article 13.2 du présent règlement de consultation.

**L'expéditeur devra tenir compte des délais de téléchargement, l'établissement public ne pouvant être tenu pour responsable des problèmes d'acheminement.**

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

## ARTICLE 14 : CRITERES DE SELECTION

### Article 14.1 : Critères de sélection des candidatures

Le jugement des candidatures est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique et selon les critères suivants :

1. régularité juridique (production de l'ensemble des pièces demandées et vérification de l'admission du candidat à concourir)
2. capacité économique et financière
3. capacité professionnelle et technique

**Seules les candidatures présentant une régularité juridique, une capacité économique, financière, professionnelle et technique suffisantes seront retenues.**

Conformément à l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, la vérification des capacités sera faite au plus tard au stade de l'attribution de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'étudier les offres avant les candidatures.

L'acheteur demande seulement à l'attributaire de justifier de sa capacité juridique (assurances, pouvoirs, habilitation des cotraitants etc.). Cette vérification intervenant après le classement des offres, en cas d'incapacité de l'attributaire pressenti, c'est alors le soumissionnaire classé le suivant qui sera sollicité pour produire les justificatifs nécessaires.

### Article 14.2 : Critères de jugement des offres

#### **14.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables**

Conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, et inacceptables sont écartées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre.

**Les candidats doivent renseigner chaque ligne des D.P.G.F., B.P.U. et DQE. Toute absence de réponse devra être justifiée. A défaut de justification recevable, l'offre sera déclarée IRRÉGULIÈRE.**

#### **14.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse**

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres anormalement basses sont écartées lorsque les prix ou les coûts ne sont pas justifiés par le candidat à l'issue des précisions complémentaires exigées le cas échéant par le Pouvoir Adjudicateur.

#### **14.2.3 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse**

L'offre économiquement la plus avantageuse est déterminée, en fonction des critères pondérés suivants :

- ✓ **Prix (40 %)** : analysé selon les sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
  - **Sous-critère n°1 (90%)** : montant total TTC de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
  - **Sous-critère n°2 (10%)** : montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE)
  
- ✓ **Valeur technique de l'offre (50 %)** : analysée sur la base des éléments suivants contenus dans le mémoire technique du candidat :
  - Méthodologie d'exécution des travaux, les moyens techniques mis en œuvre, et un planning détaillé d'exécution des travaux respectant le planning général (60%)
  - Les équipes mises à disposition (références professionnelles, effectifs, répartition, expériences et compétences de l'ensemble de l'équipe y compris du chef de chantier) (40%)
  
- ✓ **Démarche environnementale (10 %) mise en œuvre par le candidat pour le marché.**
  - La démarche environnementale et sociétale que l'entreprise se propose de mettre spécifiquement en œuvre dans le cadre de l'accord-cadre (matières premières et produits utilisés, emballages, élimination des déchets et tout type de prestation similaire proposées par le titulaire, adaptation des éléments mobiliers de l'exposition précédente, etc.) ainsi que la démarche globale de l'entreprise en termes de développement durable.

**IMPORTANT :** Le mémoire technique est indispensable au jugement de la valeur technique des offres des soumissionnaires et constitue une pièce fondamentale pour l'évaluation des offres sous peine de rejet de l'offre.

## ARTICLE 15 : ABANDON DE PROCEDURE

Le musée national de la Marine se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation, selon les modalités des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code de la commande publique.

## ARTICLE 16 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

### Article 16.1 : Demandes de renseignements

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire uniquement par courrier électronique via la plateforme PLACE en s'adressant en temps utiles afin que le pouvoir adjudicateur puisse répondre au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

**Toute demande qui ne respecterait pas ces modalités et qui serait adressée à nos services dans un délai inférieur à 4 jours avant la date limite de remise des offres ne sera pas traitée.**

### Article 16.2 : Modifications apportées au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

## ARTICLE 17 : RAPPEL DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, et en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire ou chaque membre du groupement le cas échéant devra transmettre les documents suivants (uniquement en cas d'attribution du marché et pas au stade de la remise des offres).

Tous les documents visés au présent article doivent être déposés sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition gratuitement par le Pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Le choix du mode de transmission est global. Les documents ne seront donc pas pris en compte s'ils sont transmis sur support papier.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur cette plateforme, il peut se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, le candidat devra obligatoirement se créer un compte sur cette plateforme en ligne.

A ce titre, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants après avoir renseigné deux adresses mails valides dans le document intitulé « Coordonnées du candidat pour e-Attestations ».

A défaut de déposer ces éléments sur la plateforme e-Attestations dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre l'informant de l'attribution envisagée, l'offre du candidat est rejetée. Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne pourra alors être sollicité pour produire les documents nécessaires, en vue de lui attribuer l'accord-cadre.

Protection des données à caractère personnel : E-Attestations.com s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données qui lui seraient communiquées ou auxquelles elle pourrait accéder.

Liste des justificatifs à fournir :

1<sup>er</sup> Dans tous les cas :

a) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

b) Une attestation de régularité fiscale datant de moins de trois mois ;

c) Une attestation d'assurance décennale pour les lots 1 et 2 et de responsabilité civile professionnelle pour l'ensemble des lots ;

d) Pouvoir du signataire (permettant de relier le signataire à une personne figurant sur le K-bis ou équivalent le cas échéant), et :

a. habilitation du mandataire signée par les cotraitants (le cas échéant) ;

b. copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant) ;

e) Un numéro unique d'identification délivré par l'INSEE.

2<sup>er</sup> Si le candidat emploie des salariés étrangers :

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail.

3<sup>er</sup> Si le titulaire détache un ou plusieurs salariés pour l'exécution du marché (loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale) :

- une copie de la déclaration, préalablement au détachement, adressée à l'inspection du travail, du lieu où débute la prestation.

- un document attestant de la désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle (inspecteurs et contrôleurs du travail) pendant la durée de la

prestation.

Toutes les pièces devront être envoyées par courriel au musée national de la Marine ([marches.publics@musee-marine.fr](mailto:marches.publics@musee-marine.fr)) et déposées dans le même temps sur la plateforme dématérialisée [www.e-attestations.com](http://www.e-attestations.com) (sauf pouvoir du signataire et habilitation du mandataire), partenaire du musée national de la Marine dans la production par ses fournisseurs des justificatifs sociaux et fiscaux.

En cas de défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, ou d'une incapacité juridique qui apparaîtrait au stade de l'attribution, le pouvoir adjudicateur sollicite alors le candidat arrivé le suivant dans le classement des offres.